

TTIP : la France demande l'arrêt des négociations

■ Est-ce pour autant l'arrêt de mort du projet de traité de libre-échange ? Rien n'est moins sûr.

Il n'y a plus de soutien politique de la France aux discussions sur le traité de libre-échange (TTIP) entre l'Union européenne (UE) et les Etats-Unis. "La France demande l'arrêt de ces négociations. Les Américains ne donnent rien ou alors des miettes [...]. Ce n'est pas comme ça qu'entre alliés on doit négocier. Il faut un coup d'arrêt clair et définitif à ces négociations pour repartir sur de bonnes bases."

Ces propos tenus mardi sur RMC par le secrétaire d'Etat français au Commerce extérieur, Matthias Fekl, arrivent deux jours après une sortie remarquée du vice-chancelier allemand Sigmar Gabriel qui déclarait, a contrario de la position de la chancelière Angela Merkel : "Les discussions [sur le TTIP] avec les Etats-Unis ont de facto échoué car nous, Européens, ne devons bien sûr pas céder à leurs exigences."

Les opposants au TTIP, comme le PS belge, se sont évidemment réjouis de ces déclarations. "Le PS salue ces voix qui s'élèvent pour stopper un accord qui, s'il entrait en application, fragiliserait nos emplois et notre modèle social", écrit, mardi, le parti.

Laborieuses négociations

Le projet du très controversé traité de libre-échange transatlantique est négocié depuis 2013

par le gouvernement américain et la Commission européenne. Les discussions sont laborieuses et les Américains sont accusés de ne lâcher du lest sur rien. Le TTIP semble avoir du plomb dans l'aile mais est-il pour autant mort et enterré ?

Du côté du négociateur américain, Michael Forman, on estime que "les négociations progressent". Le président Barack Obama, partisan du traité, espère officiellement les conclure avant la fin de son mandat, en janvier. Mais Hillary Clinton et Donald Trump, candidats à sa succession, ont déjà tous deux sévèrement critiqué le TTIP.

La Commission européenne fait preuve d'optimisme. "Nous avons un mandat de négociation qui a été accepté unanimement. Si les conditions sont remplies, la Commission européenne est prête à boucler l'accord à la fin de l'année", déclarait lundi son porte-parole.

"On est très loin de l'acte final du TTIP", commente Charles de Marcilly, responsable du bureau bruxellois de la Fondation Robert Schuman. Pour ce spécialiste du commerce et des relations internationales, "la Commission européenne conserve son mandat pour négocier. D'ailleurs, le ministre Fekl n'a ni demandé le retrait du mandat ni ex-

primé un 'non' ferme et définitif au TTIP. Il faudra voir comment les Etats-Unis vont se positionner mais ces sorties françaises et allemandes n'empêchent pas les négociateurs

de poursuivre leur travail, même s'il paraît difficile d'envisager un accord à la fin de l'année. Vu la médiatisation du sujet, il est probable que certains parlements nationaux s'opposent à la ratification de l'accord pour des raisons différentes."

Un dévouoir en politique intérieure

Le chercheur n'est pas surpris des déclarations politiques anti-TTIP. "C'est un sujet qui permet de servir de dévouoir en politique intérieure. La France, l'Allemagne et les Etats-Unis sont en période pré-électorale et le traité est un thème de campagne très fort et clivant." Charles de Marcilly imagine qu'en fonction des vainqueurs de ces différentes élections, "on pourrait avoir des avancées dans les négociations".

Et si la mort du TTIP était actée, quelles seraient les conséquences ? "Il y aurait une rupture de confiance avec l'Europe pour la négociation d'autres accords mais il ne devrait pas y avoir de mesures de rétorsion de la part des Etats-Unis, comme il pourrait y en avoir des Chinois", conclut l'expert.

I. L. (avec AFP)

"Il faut repartir sur de bonnes bases."

MATTHIAS FEKL

Le secrétaire d'Etat français exprimera cette position en septembre, lors d'une réunion avec ses homologues européens.